

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0073 du 26 Mars au 1er Avril 2013 - Prix : 250 F CFA

POLITIQUE-INCENDIES

Fameuse lettre de Mohamed LOUM à Jean-Pierre FABRE : Révélations, manipulations ou mensonges ?



Mohamed LOUM, inculpé dans l'affaire des incendies des marchés



Jean-Pierre FABRE, président de l'ANC

SOCIETE - FEMME LEADER La "femme leader" de l'année 2012 est styliste modéliste de renom

P.2



Mme Blandine Sambiani-Bagnah, "Femme leader 2012"

ELECTIONS-RECENSEMENT

Encore 7 jours supplémentaires pour la première zone



Une séance de recensement dans un centre

Sept jours supplémentaires ont été accordés aux populations de la première zone où se déroule le recensement électoral en vue des prochaines élections législatives et locales, indique un communiqué du gouvernement à l'issue d'une séance de travail du comité de suivi des élections tenue ce samedi à la Primature sous la présidence du Premier ministre Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu.

Suite page 4

Libre opinion:

FINI LE FOLKLORE, LES CHOSES SÉRIEUSES COMMENCENT POUR L'OPPOSITION !



Dr David IHOU, ancien ministre de la Santé

Dès les résultats des législatives de 2007 connus, j'ai demandé, insisté, supplié les leaders de l'opposition, de remobiliser les militants, pour les remercier d'avoir voté pour nous, puis, leur donner rendez-vous en 2012, en leur disant de se préparer en conséquence. La grande reproche que les électeurs et les électrices nous ont faite en 2007 (toutes formations politiques confondues), est de ne venir les voir qu'une fois tous les 5 ans, quand il y a des élections!

Suite page 6

CULTURE-MISS-TOGO

La 19ème édition de Miss Togo officiellement lancée vendredi dernier à Lomé

L'élection Miss Togo/2013, l'une des plus grandes manifestations culturelles au Togo visant à élire la reine de la beauté, a été officiellement lancée vendredi dernier dans un grand hôtel de Lomé.

Suite page 2



La table d'honneur lors du lancement de la 19ème édition

ELIMINATOIRES MONDIAL 2014 :
CAMEROUN - TOGO 2 - 1

VALSE DE REGRETS

" Désolé les Eperviers, vous étiez quand même tenaces à avalé, il vous manquait Adebayor, mais nous les Lions on a gagné, ... " un internaute. A bien scruter l'effectif de Didier Six, il serait judicieux de lui poser la question de savoir pourquoi certains joueurs qui n'ont même pas de club, continuent toujours par bénéficier de sa largesse tandis que d'autres qui font la pluie et le beau temps dans leur club sont tout simplement "radiés" à vie de la sélection ?

Suite page 7

EDITO
Du respect pour autrui

Autrui est cet être qui nous permet de nous définir, de nous juger, de nous donner une motivation à l'extrême et pourquoi pas de nous sentir vivre en société.

Autrui n'est pas seulement l'être humain autre que moi que je côtoie, que je vois, avec qui je suis parfois même amené à vivre ensemble. Autrui c'est aussi moi-même en définition par rapport à l'autre.

Si donc autrui a son existence parfaite, nous nous devons de le respecter dans sa différence de penser, d'agir, de réagir, de concevoir les choses, d'inter réagir.

Le moment n'est donc plus à forcer l'autre à agir comme des moutons de panurge. Ce qui est encore grave, et ceci lorsqu'on s'autoproclame démocrate et défenseur des droits humains et libertés, c'est malheureusement cette propension à prendre en aversion cet autrui qui ne conçoit pas les choses de la même manière que moi. Cet Autrui qui n'a pas la même pédagogie que moi, la même façon de réagir, la même allure de réaction et d'action. Autrui, ainsi pris en aversion, deviendrait un obstacle à éliminer, un mur à sauter, un être à vilipender, à diffamer, bref à noircir si tant soit peu ceci nous permettra de nous définir, pourquoi pas de nous redéfinir à loisir.

Et tout bonnement, on s'habille sans honte en démocrate, en défenseur des droits humains et des libertés à l'occasion. Pour explorer les coins et recoins, élaborer des subterfuges afin de peindre autrui qui ne conçoit pas les choses de la même manière que moi en diable, en vendu, en corrompu etc. Qui sait si celui qui aujourd'hui tente d'habiller ainsi donc autrui ne l'a pas été par le passé, faute d'avoir réussi là où son prochain excelle ?

Somme toute, nous devons avoir du respect pour autrui, pour nos prochains, dans nos différences de penser, d'agir et de réagir. C'est cela définir la démocratie.

Crédo TETTEH

CULTURE-MISS-TOGO

La 19ème édition de Miss-Togo officiellement lancée vendredi dernier à Lomé

L'ÉLECTION Miss Togo/2013, l'une des plus grandes manifestations culturelles au Togo visant à élire la reine de la beauté, a été officiellement lancée vendredi soir dans un grand hôtel de Lomé.



La table d'honneur au lancement de la 19ème édition du concours Miss Togo

C'est le Directeur de cabinet du Ministère de la Culture, Edoh Akakpo qui a présidé cette cérémonie en présence du président du Comité Miss Togo Gaspard Baka et du directeur de la société Moov Togo (sponsor officiel de l'évènement), Djibril Ouattara.

Etaient également présentes, Miss Togo/2012 Mlle Epiphanie Camih Gantin et ses deux dauphines respectivement (Mlles Dina Akouélé Chauzi et Carole Ayélé Kouévi). Des représentants des entreprises partenaires ont aussi assisté à la cérémonie.

L'élection Miss Togo-2013 - la 19ème édition - est placée sous le même thème que l'édition précédente: "les TIC au service de l'éducation des jeunes en milieu rural".

Dans son discours de lancement, le directeur du cabinet du Ministère de la Culture a rappelé l'importance que revêt le concours Miss-Togo. Il a longuement insisté sur les valeurs que doit incarner la reine de la beauté togolaise: "Par l'évènement Miss Togo, nous célébrons la femme togolaise dans sa dignité et dans toutes ses dimensions culturelles, car il confère à la femme togolaise toute sa splendeur, sa beauté et toutes ses vertus. La Miss doit être l'ambassadrice du Togo

partout où elle va"

"Elle doit également demeurer un modèle pour ses jeunes sœurs à travers son vécu quotidien, son savoir-faire, son savoir-être, bref, elle doit être l'exemple même de la femme

africaine", a souligné M Akakpo.

Selon lui, l'évènement Miss-Togo est devenu aujourd'hui, "l'une des manifestations culturelles les plus mobilisatrices et les plus médiatisées dans notre pays".

Pour Djibril Ouattara, le directeur de Moov-Togo, le thème n'ayant pas varié, sa société va "continuer à vulgariser la connaissance de TIC en milieu rural, à susciter l'intérêt de la jeunesse au TIC et à introduire les TICs dans la formation de base".

D'un coût global de 125 millions de F.CFA entièrement financé par le sponsor officiel, le projet social de la Miss s'articule autour de cinq grands projets :

- L'octroi de 24 bourses de formation en TIC (chaque région se verra octroyé quatre bourses. La région des plateaux en recevra huit) ;
- Un don de 300 mini-ordinateurs solaire à écran rotatif et doté d'application pour enfant (laptop X.O-175) aux élèves en milieu rural, soit 60 ordinateurs par région ;
- Don de cyber mobile de 10 postes chacun par région ;
- Déploiement d'un cyber café mobile tournant de façon permanente sur toute l'étendue du territoire national ;

LES MISS Togo de 1995 à 2012

- 1995 : Nathalie MONGOLFIER
- 1996 : Amanda BAWA
- 1997 : Manuella LAWSON-BODY
- 1998 : Lucie DOSSAH
- 1999 : Déborah BASSOUKA
- 2000 : Paméla GUNN
- 2001 : Sandrine AGBOKPE
- 2002 : Léa ANIPAH
- 2003 : Sheilla DIOGO
- 2004 : Edwige BADAkou
- 2005 : Jacky AZOUMA
- 2006 : Sandra AJAVON
- 2007 : Aïssa SALOU
- 2008 : Aïcha FOFANA
- 2009 : Damienne ZINSOU-SESSOU
- 2010 : Armande AKUMAH
- 2011 : Monique Quizi HANDLOS
- 2012 : Camih Epiphanie GANTIN



Nathalie MONGOLFIER, Miss Togo 1995



Edwige BADAkou, Miss Togo 2004



Camih Epiphanie GANTIN, Miss Togo 2012

nal ;

- Promotion de la culture de l'excellence à travers un concours de création d'applications éducatives à l'intention des élèves, sur toute l'étendue du territoire.

Miss-Togo/2012 s'est pour sa part appesantie sur le thème choisi, qui se justifie par le fait que 95% de la population togolaise n'ont pas accès aux TIC et qu'en milieu rural, l'internet n'est pas accessible.

"L'objectif principal de ce projet est donc de contribuer à la réduction de la facture numérique par l'amélioration de l'accès à l'information et aux technologies de la communication", a souligné Mlle Epiphanie Camih Gantin.

Elle entend ainsi introduire les TIC dans le programme d'enseignement général, offrir des cybers centres d'accès gratuits aux populations et des applications éducatives consultables sur téléphone.

Rappelons que Mlle Epiphanie Camih Gantin, 21 ans, a été élue en septembre dernier lors d'une grande finale au Palais des Congrès de Lomé.

HISTORIQUE MISS-TOGO

L'INITIATIVE de cette manifestation vient de Gaspard BAKA. Jeune entrepreneur à l'époque (1990), il fit un constat flagrant après une rencontre avec Geneviève de FONTENAY, Présidente du Comité Miss France à Paris : celui de l'absence des représentantes de notre pays dans les compétitions internationales de beauté comme Miss Cedeao, Miss Monde ou encore Miss Univers. Le Togo a cependant son mot à dire dans ce contexte avec des filles à la beauté non négligeable.



Gaspard BAKA, président du Comité MISS Togo

Il semblait urgent d'agir pour faire rayonner de par le monde entier l'expression de la beauté togolaise et donc africaine. Illustration symbolique de la grâce, de l'intelligence, de l'élégance de la fille togolaise, Miss Togo, est née pour élire les ambassadrices de l'art, de la mode, des industries de prestige national et des produits du terroir. La première édition a été lancée en Janvier 1995 et un millier de jeunes filles s'étaient portées candidates au niveau des préfectures et des régions.

Pour se porter candidates, les jeunes filles doivent être de nationalité togolaise, jouir d'une bonne moralité,

avoir entre 18 et 23 ans, une taille minimum de 1m70, et s'exprimer correctement en français, être célibataire sans aucun engagement ni précédemment mariée ni divorcée.

La première édition s'est tenue le 27 Avril 1995 et a consacré Mlle Nathalie MONTGOLFIER. Presque une année plus tard, c'est le tour de Mlle Amanda BAWA de porter la couronne, suivie de Mlle Manuella LAWSON-BODY en 1997 ; couronnée 2ème dauphine Miss CEDEAO et plus tard 3ème dauphine Miss International 1998 à Tokyo, puis le 05 septembre 1998 Mlle DOSSAH Lucie porta à son tour la couronne.

SOCIETE-FEMME/LEADER

La "femme leader" de l'année 2012 est styliste modéliste de renom

MME BLANDINE SAMBIANI-BAGNAH alias Bamondi a été élue "Femme leader" de l'année 2012, lors de la grande soirée apothéose samedi 23 mars dernier dans un hôtel luxueux de la capitale togolaise. C'est la quatrième fois consécutive que la femme togolaise est honorée à travers ce grand évènement initié par l'Agence de communication et de production audiovisuelle "La Com.tg".



Mme Blandine Sambiani-Bagnah, "Femme leader 2012"

"Femme Leader" est un concept socioculturel qui vise à honorer la gente féminine pour ses engagements dans des combats de développement du pays.

Mme Blandine Sambiani-Bagnah a devancé trois autres femmes retenues pour la phase finale à l'issue d'un vote du public par SMS. Elle succède ainsi à Mme Ouro Bang'na, "femme Leader" de l'année 2011.

Styliste, Mme Blandine Sambiani-Bagnah, est la promotrice de la Biennale de la mode au Togo

(BIMOD 228), évènement visant à encourager tous les acteurs de la mode au Togo, afin qu'ils s'organisent pour lancer une production de matériaux, de tenues et d'accessoires de mode faits à partir des produits locaux.

Rappelons que les première et deuxième éditions de "femme leader" ont été enlevées respectivement par Pasteur Makafui Abitor et Me Kadjaka Abougnima Françoise.



Récapissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 99 52 05 15

Email : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :

Jacques Komi SOLETE

Crédo TETTEH

Ekoué SATCHIVI

Dodo ABALO

Dezzy HUTCHNER

Infographie : JPB

Impression : LA COLOMBE,

Agbalépédo-LOME Tél : 9004 1366

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Léo AYIVI (90 19 70 25)

POLITIQUE-INCENDIES

Fameuse lettre de Mohamed LOUM à Jean-Pierre FABRE : Révélation, manipulations ou mensonges ?

LA SEMAINE dernière a été très riche en événements, surtout en rebondissements dans l'affaire des incendies des grands marchés de Kara et de Lomé, plus précisément dans les enquêtes. Des vérités et revirements seraient ressortis le jeudi passé à entendre les informations politiques diffusées sur certaines radios de la capitale. S'il est une chose que le commun des mortels réclame concernant les incendies de nos deux grands marchés, c'est justement cette manifestation de la vérité, que les auteurs soient totalement démasqués et punis conformément à la loi.

Au moment où les auditions au fond se déroulent encore, avec les confrontations, nous apprenons que le prévenu Mohamed Loum alias Toussaint Tomety aurait écrit une lettre au leader de l'ANC pour raconter sa vérité et affirmer au grand jour que ses déclarations antérieures dans les locaux de la Gendarmerie Nationale seraient extorquées sous le coup de la torture et de promesses de bien être. En ne voulant pas prendre position, nous pouvons aisément nous substituer à Saint Thomas pour nous interroger sur un certain nombre d'éléments.

Peut-on attribuer sans se tromper la paternité de cette fameuse lettre à Mohamed LOUM ?

En se posant cette question, nous voulons tout simplement nous questionner sur les conditions de détention du prévenu Mohamed LOUM dans les locaux de la Gendarmerie. Si on sait



Mohamed LOUM, inculpé dans l'affaire des incendies des marchés

très bien qu'un prévenu ne dispose pas d'un ordinateur pour saisir à loisir des lettres et même que les visites sont strictement surveillées entre le prévenu et le visiteur, membre de sa famille ou même son conseil soit-il. Et plus loin, même en prison, il n'est pas aisé d'écrire et de faire acheminer une correspondance manuscrite soit-elle à une tierce personne sans préalablement avoir reçu l'aval des autorités pénitentiaires et qui sont tenus d'en prendre connaissance et d'en juger surtout l'opportunité. Une autre manière de transmission serait tout simplement illégale et punissable par la loi.

Autre aspect, une cellule de détention ne saurait être transformée en un centre informatique sans brusquer la vigilance des gardiens. Un prévenu reste toujours privé de ses moyens d'action dans le cadre des enquêtes et surtout lorsqu'on est dans une affaire criminelle, les conditions de détention sont plus strictes.

Le prévenu Mohamed LOUM aurait informatisé la fameuse lettre pour l'envoyer tout bonnement au leader de l'ANC, Jean-Pierre Fabre ?



Jean-Pierre FABRE, président de l'ANC

Bien plus, Mohamed LOUM aurait-il écrit la fameuse lettre de sa propre main ? La question reste donc posée et ceci constitue le premier acte de notre statut de Saint Thomas.

Par quel canal la fameuse lettre est-elle parvenue à Jean-Pierre Fabre ?

Il s'avère indispensable de questionner le leader de l'ANC Jean-Pierre Fabre pour, dans un premier temps, savoir s'il a reçu la fameuse lettre de Mohamed LOUM, dans quel état et surtout par quel canal ? La même question vaudrait pour Mohamed LOUM à savoir, comment aurait-il acheminé de son lieu de détention la fameuse lettre (manuscrite ou informatisée ?) à Jean-Pierre Fabre s'il arrivait au préalable à en reconnaître la paternité ?

Pour l'instant, nous ne voudrions pas accorder du crédit à la version selon laquelle la fameuse lettre aurait été lancée par dessus la clôture de la maison de Monsieur Jean-Pierre Fabre, selon les informations de rue.

De la nécessité de confronter

Mohamed LOUM et Jean-Pierre Fabre ?

Au stade des informations disparates et surtout des interprétations intéressées à propos de la fameuse lettre de Mohamed LOUM, il serait vraiment judicieux que les autorités judiciaires en charge des enquêtes se saisissent rapidement du sujet et confrontent les deux acteurs cités pour la manifestation de la vérité. En ce moment, le prévenu Mohamed LOUM dira exactement s'il est véritablement l'auteur de la lettre ou non. Une opportunité également pour le leader de l'ANC Jean-Pierre Fabre de situer les juges et l'opinion, et dire s'il a réellement accusé réception de la fameuse correspondance et sans oublier dans quelles circonstances et sous quelle forme.

L'existence de la fameuse lettre disculperait-elle les inculpés aujourd'hui ?

Tout en sachant que l'instruction du dossier " incendies des grands marchés " n'est pas encore terminée, pouvons-nous affirmer, comme veulent le faire croire certaines langues, que l'existence de la fameuse lettre de par son contenu parlant de tortures et de manipulations, disculperait aujourd'hui ceux qui sont inculpés dans le cadre des enquêtes ? Ou faudrait-il patienter jusqu'au procès pour situer les responsabilités ?

Fameuse lettre de Mohamed LOUM à Jean-Pierre Fabre : Révélation, manipulations ou mensonges ? La question en vaut la chandelle !!!!

Crédo TETTEH

Zozo

CODE ÉLECTORAL : TOUT EST BOUCLÉ

Les députés ont validé mercredi dernier le projet de loi qui fixe à 91, au lieu de 81, le nombre d'élus dans la prochaine Assemblée.

" C'est un découpage qui répond à l'esprit des recommandations du Cadre permanent de dialogue et de concertation (CPDC) et conforme aux résultats du recensement général de la population ", a confié jeudi dernier à Republicoftogo.com, Ourna Gnanta du parti Alliance (opposition).

Lors de la même plénière, d'autres modifications relatives aux conditions d'éligibilité, aux régimes d'incompatibilités et les conditions dans lesquelles les sièges vacants sont pourvus ont été apportés au code électoral. Les nouvelles dispositions précisent que les parlementaires sont élus au scrutin de liste bloqué, à la représentation proportionnelle.

L'attribution des sièges s'effectue selon le système du quotient électoral (QE) et le reste des sièges à la plus forte moyenne.

Concernant la caution déposée par chaque candidat, elle est réduite de moitié ... pour les femmes. Elle sera remboursée à condition d'obtenir au moins 5% des suffrages exprimés.

Le code électoral fait obligation aux partis politiques d'avoir leurs représentants dans les bureaux de vote pendant toute la durée des opérations électorales.

A noter que les 4 députés du CAR (opposition) et ceux affirmant être proches de l'ANC (opposition) ont boycotté la séance.

Le Togo doit organiser dans les prochains mois des élections législatives et locales.

OLYMPIO EN TOURNÉE DANS LE NORD



Le Président de l'Union des Forces de Changement (UFC, opposition), Gilchrist Olympio (photo), effectue depuis vendredi dernier une tournée dans la région des Savanes afin de sensibiliser la population sur la nécessité de participer au recensement électoral.

Il était vendredi dans la préfecture de Tandjouaré (environ 625 km de Lomé) et samedi à Dapaong.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a lancé le 15 mars les opérations de recensement dans la perspective des élections législatives et locales prévues pour se tenir dans les semaines à venir.

La Coalition Arc-en-ciel au contact des populations de Zio

UNE DÉLÉGATION de la Coalition "Arc-en-ciel" conduite par sa coordinatrice en exercice Kafui Adjamagbo Johnson a été accueillie dimanche dernier à la place des fêtes de la ville de Tsévié par une foule de militants et sympathisants à la tête de laquelle se retrouvaient plusieurs chefs traditionnelles et notables de la localité.

Comme il y a deux semaines à Vogan, les responsables de la Coalition Arc-en-ciel ont effectué dimanche dernier une visite dans la ville de Tsévié (35 km au nord de Lomé). Cette sortie a permis aux responsables de cette coalition d'aborder avec leurs militants à la base, des questions liées à l'actualité politique, principalement aux élections législatives et locales à venir.

À travers le slogan : " 50 ans, ça suffit ", " 10 ans, c'est assez " et " L'alternance, c'est maintenant ", la coalition dirigée par Mme Adjamagbo-Johnson a plaidé pour une unité de l'opposition et " l'impérieuse nécessité " qui s'impose à l'opposition " d'arracher l'alternance pour le Togo d'ici 2015 ".

Me Paul Dodji Apévon, président national du comité d'action pour le renouveau (CAR) et coordinateur sortant de la coalition Arc-en-ciel, a expliqué à la foule amassée à la Place des fêtes de Tsévié, l'environnement politique qui prévaut dans le pays et la lutte que mène sa coalition en vue de parvenir à des réformes politiques. " Pourquoi l'alternance tarde-t-elle à



Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordinatrice coalition Arc-en-ciel

arriver au Togo ? ", s'est-il interrogé et de répondre en soutenant que c'est parce que " le pouvoir en place n'a jamais voulu d'un changement à la tête du pays ". " Ils ont toujours considéré le Togo comme un bien personnel. Ils usent de fraudes électorales, de corruption, d'achat de conscience et d'intimidations pour se maintenir au pouvoir. Ils ont échoué partout au Togo. Dans le Zio, qu'ont-ils fait pour vous apporter de l'électricité ? Qu'ont-ils fait pour vous donner de l'eau à boire ? Ils n'ont rien fait alors que le Togo est un pays plein de richesses ", a crié ce dernier sous des salves d'acclamation de la foule.

Pour arriver à arracher l'alternance, Me Apévon a plaidé pour " l'unité de l'opposition ". " Il n'y a pas de messie pour la situation togolaise, il faut que tous les Togolais se serrent les coudes et s'unissent ", a martelé cet amateur de la danse traditionnelle Agbadja.

Le Mouvement citoyen pour le développement et la démocratie (MCD), a par la voix de M. Nafiou, membre du bureau national de ce parti

politique, appelé les populations de Tsévié et ses environs à aller se faire enregistrer sur les listes électorales le moment venu. En ne le faisant pas, a-t-il dit, l'opposition risque de " tomber dans le piège à elle dressé par le pouvoir ". " Si vous ne vous faites pas recenser, ils enregistreront leurs militants et à la fin, ils appelleront l'opposition à venir dialoguer. Ils nous donneront tout ce que nous voulons sachant très bien que nos militants ne pourront pas voter ", a mis en garde M. Nafiou.

" Si vous nous aidez à arracher la victoire aux élections à venir, je vous assure que l'année ne prendra pas fin sans que Tsévié n'obtienne de l'eau ", c'est la grande promesse faite aux populations du Zio confrontées à une pénurie d'eau, par Kafui Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordinatrice en exercice de la coalition Arc-en-ciel. " Il n'y a plus de la place pour les divisions au sein de l'opposition. L'unité de l'opposition se fera avec tous les partis politiques de l'opposition, cette unité s'est matérialisée il y a quelques jours de cela par l'appel commun lancé aux Togolais par le CST et la coalition Arc-en-ciel à aller se faire recenser ", a indiqué Mme Adjamagbo-Johnson qui exige pour les élections à venir, le " couplage " des législatives et des locales.

COMMUNIQUE CONJOINT DU CONAPP ET DE L'UJIT

(Relatif à l'inculpation de notre confrère Zeus Komi AZIADOUVO)

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) ont appris avec consternation hier jeudi 21 mars 2013, que le confrère Zeus AZIADOUVO, Directeur de publication du quotidien "Liberté" a été inculpé pour "complicité de groupement de malfaiteurs". et placé sous contrôle judiciaire par le Doyen des Juges d'instruction, après avoir été entendu dans l'affaire des incendies qui ont ravagé le marché de Kara et le principal du bâtiment du grand marché de Lomé par les Services de Renseignements et d'Investigation (SRI) de la Gendarmerie Nationale.

Selon les informations recueillies, il serait reproché au confrère d'avoir publié en début de semaine dans son journal, un article faisant état de "tortures" subies par Tométy Toussaint, l'une des personnes interpellées et écrouées dans ce dossier des incendies.

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) expriment leur indignation suite à l'inculpation du confrère et rappelle que le Code de la presse et de la communication règle tout problème de délit de presse et procédures.

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) sont solidaires avec le confrère Zeus Komi AZIADOUVO et suivent de près l'évolution du dossier.

Fait à Lomé, le 22 mars 2013

Pour le CONAPP
Jacques DJAKOUTI

Pour l'UJIT
Crédo TETTEH

Zozo

POESIE-ENFANTS / JOURNEE



La journée mondiale de la "poésie-enfance" a été célébrée jeudi à Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé).

Placée sous le thème "Une fraternité de toutes les couleurs", cette manifestation baptisée "Tam-tam pour la paix et la réconciliation au Togo" est organisée par la bibliothèque diocésaine avec des écoles primaires et collèges catholique d'Atakpamé.

C'est le père Evêque qui a ouvert la cérémonie par une prière de bénédiction sur tous les enfants. La sœur Cécile FIANGOR, directrice de la bibliothèque diocésaine a dans son allocution attiré l'attention des enfants sur la notion de la paix.

"Pour que vive la paix, vous devez l'offrir tous les jours à votre famille, à vos amis et à vos camarades d'école. Tous les jours vous devez tendre la main et pas le poing", a-t-elle indiqué.

Pour le Directeur Diocésain de l'enseignement catholique Kossi Kouma NORDJOE, cette journée permet également de donner aux enfants, l'occasion d'écrire des poèmes.

"C'est une manière de leur apprendre à devenir porte-parole de la société dans laquelle ils vivent pour dire leur joie, exprimer leur admiration, exposer leurs inquiétudes", a-t-il expliqué.

Au total cinq élèves ont été primés à l'issue des manifestations. Le premier prix a été enlevé par KOMBATE Mogue Ornélia, 10 ans, élève en classe de 6ème au Collège St Albert le grand.

CST-FRAC-MANIFESTATION



Abass Kaboua, Pdt MRC et membre du CST

Des militants et sympathisants du Collectif "Sauvons le Togo" (CST) et du Front Republicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) étaient encore dans les rues de la capitale togolaise ce samedi pour exiger la libération des militants de l'opposition inculpés et écroués dans l'affaire des incendies des marchés de Kara (nord) et de Lomé.

Ils exigent également une "commission d'enquête internationale". Le marché de Kara et le principal bâtiment du grand marché de Lomé ont été ravagés dans des incendies qui n'ont pas fait de mort, mais les dégâts sont énormes. Près de 6 milliards de F.CFA de pertes sont enregistrées. Le gouvernement avait qualifié "d'actes criminels" ces incendies et a ouvert une enquête conduite par le Procureur de la République Essolissam Poyodi. Quelque 31 personnes sont inculpées dans ce dossier, mais certaines personnes sont placées sous contrôles judiciaires.

Pour la marche du samedi dernier, aucun incident n'a été enregistré car, la manifestation a été bien encadrée par des forces de l'ordre.

Certains responsables parmi lesquels Jean Pierre Fabre de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et Agbéyomé Kodjo de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUT) étaient au milieu de foule.

La plage, les responsables du FRAC et du CST ont entretenu sur la foule sur plusieurs sujets, notamment l'affaire des incendies et l'inculpation de Zeus Aziadovo, le Directeur de publication du quotidien "Liberté". Ils ont parlé de la dernière confrontation entre Agbéyomé Kodjo et Tométy Toussaint, ainsi que tous les couloirs lors de la journée de l'audition. Ils sont revenus sur la lettre qu'aurait publiée Tométy Toussaint. Les responsables du CST et du FRAC ont condamné l'inculpation du Directeur de publication du quotidien Liberté.

Prochaines législatives / Locales :
Les cadres de l'UNIR de Vo à la conquête de cinq autres villages dans le canton de Djrékpo ce samedi

LES CADRES de l'Union pour la République (UNIR, parti au pouvoir) de la Préfecture de Vo ont encore parcouru samedi dernier, cinq autres villages dans le canton de Djrékpo (dans le Vo-nord).

Conduite par Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, cette délégation a visité les villages de Badzénopé ; Zooti Centre ; Kpakpalakpènou, Yohonou et Vogan. Le message n'a pas varié depuis le début de leur périple : sensibiliser les populations sur les idéaux de l'UNIR et les inviter à sortir massivement et à s'inscrire sur les listes électorales, afin de voter pour leur parti politique lors des prochaines élections législatives et locales.

Pour l'instant, aucune date n'a encore été fixée pour la tenue de ces scrutins, mais le recensement a démarré depuis le 15 mars dans une première zone et prendra fin le 31 mars.

A chaque étape, le bureau devant représenter le parti UNIR a été présenté aux populations. Toutes les



Mme Victoire Tomégah-Dogbé (Photo archives)

séances de sensibilisations se sont déroulées dans une ambiance de fête, avec une forte mobilisation.

Lors du meeting animé à Vogan, les cadres de l'UNIR de Vo ont offert des tables et bancs à six écoles

Rappelons que ces cadres ont sillonné samedi dernier, huit autres villages (Vo-Tokpli, Vo-Kponou, Attissogbé ; Klikamé, Djéyi, Hévé, Djékotoé et Vo-Mamissi) plus précisément dans le Canton de Vo-Koutimé.

Le 9 mars dernier, ils étaient dans quatre localités Vo-nord, dans le Canton de Momé (Dégbépémé ; Momé-Hagou ; Djokoto et Katihohé).

Evocation et Nostalgie :

Le plumier scolaire, un temps révolu

NOUS AVONS choisi d'évoquer ensemble avec vous le souvenir d'un matériel scolaire de l'écolier des années 60. Nombreux sont ceux et celles qui ont encore gravé dans leur mémoire, ces manuels scolaires avec lesquels, ils avaient usé leurs tenues scolaires sur les bancs de l'école.



Entre autres, le plumier scolaire. Il était neutre à une certaine époque. Pas aujourd'hui où on le voit de toutes les couleurs, vendu très cher. Ce plumier était sobre, solide et contenait d'utiles objets, nécessaires à l'écolier.

Pas si longtemps, il était obligatoire que les plus jeunes se servent d'une plume trempée dans un encrier les deux premières années d'enseignement "primaire", puis d'un stylo-plume. Le stylo à bille devenait une option quelques années plus tard, mais il devait avoir une certaine

garantie de qualité pour que l'instituteur l'admette.

Aujourd'hui, même les plus jeunes ont des stylos-bille. Epais car "quatre couleurs", car représentant une marque, simple, bon marché et même parfois gratuit. Cela n'est cependant pas sans risque. Lorsqu'un élève apprend à écrire, il forme son écriture. Il

a besoin de se forger à l'aide d'un matériel adapté. Pour cela, rien ne vaut un bon stylo-plume. Cela ne signifie pas "coûteux" mais, un stylo-plume fiable, qui donnera à l'élève la rigueur et le confort d'une écriture qui, au fur et à mesure, se forme, s'affirme et se construit.

Tout a disparu sous nos yeux lorsque le Concours d'entrée en classe de sixième et le Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) ont disparu pour laisser place à partir de juin 1977 au Cepd (certificat d'études du 1er Degré) avec Abalo et Afi. Au village et à la ville, Mamadou & Bineta, Ipam, Mon ami Diawara, et autres ont été rangés au placard. Ah, le temps passé !

©Ekoué Satchivi

ELECTIONS-RECENSEMENT
Encore 7 jours supplémentaires pour la première zone

SEPT JOURS supplémentaires ont été accordés aux populations de la première zone où se déroule le recensement électoral en vue des prochaines élections législatives et locales, indique un communiqué du gouvernement à l'issue d'une séance de travail du comité de suivi des élections tenue ce samedi à la Primature sous la présidence du Premier ministre Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu.



Une séance de recensement dans un centre

Le pays a été scindé en deux zones opérationnelles pour ce recensement: la première zone couvre les préfectures de Kpendjal à Ogou et la délivrance des cartes d'électeurs a démarré depuis le 15 mars et devrait prendre fin le 25 mars.

Pour la deuxième zone qui couvre le territoire de Haho à Lomé-Commune, le recensement est normalement prévu du 5 au 15 avril.

La rencontre tenue le samedi dernier a permis aux membres du comité de suivi des élections de passer en revue tous les principaux problèmes rencontrés jusque là dans le cadre du déroulement du processus électoral.

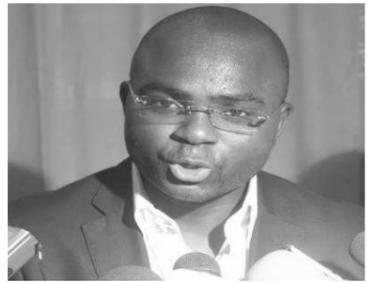
"Les participants ont constaté un très grand niveau de mobilisation en ce qui concerne ces opérations qui se poursuivent dans la sécurité et la sérénité, néanmoins certains dysfonctionnements ont été relevés, notamment les problèmes liés aux kits d'enrôlement, au générateur et à la mobilité des agents techniques qui doivent intervenir pour réparer les pannes qui peuvent subvenir. Des solutions ont été préconisées et sont en train d'être mises en œuvre", souligne le communiqué du gouvernement.

"Avant d'optimiser les résultats de recensement dans cette première zone, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a proposé et il a été retenu de prolonger les enrôlements pour une période de sept jours supplémentaires. Ainsi, les opérations de recensement électoral se poursuivront dans la zone 1 jusqu'au dimanche 31 Mars", ajoute le communiqué.

RCI-REFUGIES

APPEL DU DÉPUTÉ IVOIRIEN ALPHONSE SORO À SES COMPATRIOTES RÉFUGIÉS AU TOGO À REGAGNER LE PAYS

ALPHONSE SORO, président de l'Alliance pour le changement (APC) et député à l'Assemblée nationale ivoirienne a invité le vendredi dernier à Lomé, ses compatriotes réfugiés au Togo, à regagner le pays, car la Côte d'Ivoire a tourné la page de la guerre et la paix est de retour.



Alphonse Soro, président APC

développer notre pays", a-t-il souligné.

Le député s'est engagé à parrainer tous les ivoiriens réfugiés au Togo et qui désirent rentrer au bercail.

Les réfugiés ivoiriens dans la salle ont tous affiché leur volonté de retourner au pays, mais à conditions que des engagements soient pris par l'Etat ivoirien notamment pour leur sécurité. Ils ont également posé le problème relatif à leur réinsertion sociale.

"Pour tous ceux qui sont volontaires pour retourner en Côte d'Ivoire, des dispositions sécuritaires sont prises, car le chef de l'Etat estime qu'aucun ivoirien ne doit être à l'étranger comme le stipule notre constitution. Pas de préalables pour retourner dans son pays", a précisé M.Soro, soulignant que "toutes les préoccupations ont été bien notées" et seront transmises à qui de droit.

"Pour la réinsertion, nous sommes venus avec les différentes entités qui ont à charge, de réinsérer toutes les personnes concernées par la crise ivoirienne. En ce qui concerne les militaires, dès qu'ils retournent, ils vont réintégrer l'armée, leur solde sera rétabli et leurs problèmes de logement seront réglés. En ce qui concerne les étudiants, 2.000 bourses d'études ont été données par l'Etat de Côte d'Ivoire pour faciliter le retour de l'ensemble des étudiants dans les universités publiques et privées", a souligné le député.

Au total 5.593 ivoiriens réfugiés sont au Togo dont 3.267 installés au camp d'Avépozo (environ 15 km à l'est de Lomé). Ces réfugiés ivoiriens sont arrivés pendant la crise socio-politique qu'a connue leur pays.

Le Togo compte environ 23.945 réfugiés de 19 nationalités, installés dans des camps.

Alphonse Soro -qui conduisait une délégation de son parti politique- séjourne à Lomé depuis mercredi dernier à l'invitation des "jeunes Exilés Ivoiriens au Togo". Cette mission s'inscrit dans le cadre du soutien de la jeunesse ivoirienne à la politique de réconciliation nationale initiée par le Président ivoirien Alassane Ouattara.

Cette délégation a pris part dans un premier temps à plusieurs rencontres organisées par des officiels ivoiriens avec les réfugiés ivoiriens et les autorités togolaises. Dans un second temps, la délégation a animé une conférence-débat avec les étudiants et les ex militaires ivoiriens réfugiés au Togo sur les problématiques de leur retour en Côte d'Ivoire, séance présidée par le président de l'APC.

La rencontre s'est déroulée dans l'une des salles de conférence de la Confédération Nationale des Travailleurs du Togo (CNTT), dans une ambiance bon-enfant, car les discussions étaient franches et directes. Le président du Conseil National de la Jeunesse du Togo, Thierry Lakougnon a également assisté aux débats.

"Il est vraiment temps qu'entre jeunes de la Côte d'Ivoire, qu'on se parle et qu'on dise la vérité. Le pays a traversé ces 15 dernières années, une situation difficile: affrontements, rébellion, charniers, etc. Nous avons la responsabilité de mettre fin à cela. Et je suis venu, au nom de la jeunesse de la coalition au pouvoir, vous dire que la guerre est terminée. Nous devons maintenant, marcher la main dans la main", a déclaré Alphonse Soro.

"Je sais que les togolais sont bien accueillants et qu'il fait bon vivre au Togo. Mais allons-y en Côte d'Ivoire et nous reviendrons par moments faire les week-ends à Lomé. La paix et la sécurité sont revenues en Côte d'Ivoire et la réconciliation est en bonne marche. Nous rentrerons la main dans la main pour

Impact Mobilier www.acheterauport.com
www.acheterauport.com
Impact Mobilier
Audi, Toyota, Nissan, Suzuki, Honda, Hyundai, KIA, VW, Dacia, Renault
+228 92060921 / +228 90807585
Véhicules d'occasion nickels sur notre site: www.acheterauport.com
Achat et location de véhicules d'occasion- Représentation commerciale

Antoine Idrissou Méatchi

Ancien Vice-président du Togo, mort de diète noire

IL Y a vingt neuf ans, décédait Antoine Idrissou Méatchi, ancien Vice-président de la République Togolaise de 1963 -67. Ingénieur agronome formé en France, il a également joué un rôle politique majeur. Mis aux arrêts officiellement pour détournement de deniers publics, il meurt en détention le 26 mars 1984 à la prison civile de Mango dans le septentrion togolais. Dans d'étranges circonstances.



Antoine Méatchi (3ème à partir de la droite)

année plus tard ministre de l'Agriculture, puis celui des Finances au sein du cabinet Nicolas Grunitzky, Premier ministre de la République autonome du Togo. Aux élections législatives anticipées d'avril 1958 remportées par le Front nationaliste (CUT et Juvento), Antoine Méatchi qui s'était présenté sous la bannière de l'Union des Chefs et des Populations du Nord (UPCN) est élu député de Pagouda.

Quelques années plus tard, eurent lieu le référendum constitutionnel d'avril 1961 doublé d'élections législatives monopartites en faveur du Parti de l'Unité Togolaise (PUT) du régime Olympio. Ce fut le mécontentement dans les rangs des perdants, devenus pourfendeurs du parti vainqueur. Des arrestations suivies de détentions eurent lieu comme le cas d'Antoine Méatchi, alors Président du Groupe parlementaire de l'Union démocratique de peuple togolais (Udpt) née de la fusion entre le Parti Togolais du Progrès (Ptp) et de l'Union des Chefs et des Populations du Nord (UPCN). Arrêté et écroué à la prison civile de Lama-Kara (Kara), il parvient à s'échapper quelques jours plus tard en trouvant refuge au Ghana, via Djougou au Nord Bénin.

Ingénieur agronome entré en politique, Antoine Idrissou Méatchi a vu le jour en septembre 1925 à Sokodé. Après l'Ecole primaire supérieure de Lomé de 1940 à 1942, puis l'Ecole Normale Frédéric Assomption de Katibougou au Mali, il opte ensemble avec Léonard Baguilla Ywassa pour des études d'agronomie. Il fréquente notamment l'Ecole régionale d'agriculture d'Oudes (Haute Garonne) puis celle de Montargis (Loiret). De 1948 à 1952, il suit les cours de l'Ecole nationale d'agriculture de Grignon sanctionnés par un diplôme d'ingénieur agronome. Après une spécialisation en agriculture tropicale à Nogent, il est retourné au Togo en 1953 et devient Adjoint au Chef service de l'Agriculture à Lomé, avant d'être nommé chef de la circonscription administrative de Kloto, puis Directeur de la Ferme -Ecole de Tové, près de Kpalimé.

L'agronome devenu homme politique

À partir de 1955, Antoine Idrissou Méatchi s'est trouvé une nouvelle vocation. Il est nommé au conseil du gouvernement avant de devenir une

Tout va se précipiter sur le plan politique. En proie aux assauts de son opposition, le Président Sylvanus Olympio meurt assassiné au petit matin du 13 janvier 1963. Le Comité insurrectionnel mis en place et composé du Colonel Kléber Dadjo, le plus gradé à l'époque au sein de l'armée togolaise, Emmanuel Bodjollé, Janvier Chango, James Yaovi Assila, Albert Alidou Djafalo, Ayité Mensah, Koffi Rainhilf Kongo et du Sergent Etienne Eyadéma, fit appel à Antoine Méatchi afin de former une nouvelle équipe gouvernementale. Mais le recours au leader de l'Udpt abasourdit la grande majorité de l'opinion togolaise. C'est ainsi que sous la surveillance des mutins, Nicolas Grunitzky, ancien Premier ministre sous le régime de l'autonomie, réfugié à Cotonou, sera chargé de mettre sur pied un gouvernement provisoire de sept membres auquel participent quatre formations politiques notamment l'Unité togolaise, la Juvento, le Mouvement Populaire du Togo et l'Udpt avec sept personnalités issues de la partie méridionale et trois du Septentrion. Revenu de son exil ghanéen, Antoine Méatchi se verra confier le poste de ministre en charge des Finances, des Travaux Publics et des Postes et Télécommunications.

Après la conférence dite de la "Table-Ronde" tenue en février 1963 au Stade de Lomé, eurent lieu des élections générales boycottées par le Put. Le projet constitutionnel institue un régime bicéphale composé de dix membres. La Présidence de la République confiée à Nicolas Grunitzky avec la Défense alors qu'Antoine Méatchi devient son Vice

président en charge des Finances, de l'Economie et du Plan. La réconciliation préconisée par les participants à la conférence dite de la "Table-Ronde", ne produira pas les effets escomptés. C'est la mutinerie au sein de l'armée. Le Chef d'Etat major, Emmanuel Bodjollé favorable à Méatchi est vite remplacé au profit d'Etienne Eyadéma associé à Nicolas Grunitzky. Les deux responsables de l'exécutif vont se marcher dessus.

En sa qualité de ministre des Finances, le Vice président Méatchi ira jusqu'à s'opposer aux décaissements ordonnés par le Président Grunitzky. Le pas de trop sera franchi en novembre 1966. Le premier qui assurait les affaires courantes en l'absence du second, en profite pour révoquer El Hadj Foussemi Mama, ministre délégué à la Présidence. De retour de voyage, le Président Nicolas Grunitzky réagit en supprimant le poste d'Antoine Méatchi en le reléguant au simple rang de ministre de l'Agriculture. Un point de non retour est ainsi atteint dans la crise des institutions de la 2ème République Togolaise. L'armée toujours aux aguets, profite de la situation pour s'emparer du pouvoir en janvier 1967 pour ne plus le laisser tomber

Quant à Antoine Idrissou Méatchi devenu Directeur de l'Economie rurale, il sera mis aux arrêts en juin 1982, accusé d'un délit de droit commun (mauvaise gestion des fonds destinés à l'achat et à l'installation de silos). Ecroué d'abord à la prison civile de Lomé, l'ancien député de Pagouda et trois autres mis en cause dans ce dossier dit "silos de Togograin" seront

transférés au bagne de Mango. Selon les témoignages rendus publics en juillet 1991 lors des travaux de la Conférence nationale, il eut une surveillance renforcée autour de la prison de Mango afin de prévenir l'évasion d'Antoine Méatchi et de ses codétenus. Prévoyants, ils refusèrent aussi de consommer les "sandwichs" à eux servis. Ils seront privés de nourriture et d'eau.

Antoine Idrissou Méatchi meurt le 26 mars 1984, selon le responsable d'alors à la prison de Mango, de "crise cardiaque", mais aucune suite positive ne sera réservée aux démarches effectuées par une délégation d'Amnesty International ayant exigé l'ouverture d'une enquête sur le décès de l'ancien Vice président, qui selon les autorités, est décédé d'une mort naturelle. Pour ceux qui ont la maîtrise des "habitudes de la maison" togolaise, le dossier des "silos de Togograin" n'a été qu'un prétexte pour faire embastiller l'agronome Méatchi. La preuve, ces silos jugés de fabrication précaire sont toujours opérationnels. La famille du disparu aurait été empêchée de porter le deuil. Quant au corps de l'ancien député de Pagouda, il fut inhumé en "catimini" avant le lever du jour... Sa veuve, la puéricultrice Bayor Cheffi Yagba, assumera jusqu'à la fin des années 80 d'importantes fonctions politiques et ministérielles dans les sphères du régime Eyadema.

Sources : Quotidien Togo - Presse du 18 mai 1963; Quotidien La Nouvelle Marche (mars 1984); Le Togo sous Eyadema, Comi Toulabor Editions Karthala 1986

SÉKOU TOURÉ : Le "non" légendaire

LE 26 MARS 1984, l'ancien président guinéen, à qui ses innombrables admirateurs ont donné le surnom de grand " Syli ", s'éteignait dans un hôpital de Cleveland, aux Etats-Unis. Près de trois décennies après sa mort, si Ahmed Sékou Touré suscite toujours des passions, il reste cependant, dans le débat politique guinéen et africain, une figure controversée.

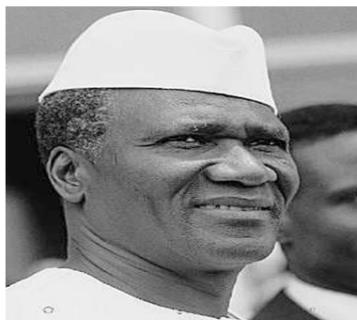
" Touré (Sékou), 1922-1984, homme politique guinéen. Un des fondateurs du Rassemblement démocratique africain. Député à l'Assemblée nationale française, il fut le champion du "non" au référendum sur l'institution de la Communauté française organisée par De Gaulle en 1958. Président de la République de Guinée la même année, il établit un système de type socialiste qui glissa très vite vers une sanglante dictature (...). Voilà ce que le Grand dictionnaire encyclopédique Hachette dit du premier président guinéen.

Depuis sa disparition de la scène politique africaine, le 26 mars 1984, dans les nombreux ouvrages et articles qui lui sont consacrés, on retient souvent de lui que l'homme du "non" à De Gaulle et le tyran, oubliant qu'il fut aussi l'un des plus virulents défenseurs de la lutte anti-coloniale. Si on lui reconnaît une certaine audace pour s'être opposé à De Gaulle, on lui reproche, par contre, d'avoir instauré un régime dictatorial une fois à la tête de son pays. En tout cas, qu'on l'ait aimé ou pas, Ahmed Sékou Touré a, tout au long de sa vie, soulevé des passions. Diabolisé, il a été traité de communiste, de gauchiste, de totalitaire, et dans le même temps accusé de compromission avec les forces du capitalisme et de l'impérialisme, doctrines qu'il dénonçait. Souvent présenté à travers

le prisme déformant des préjugés idéologiques, Sékou Touré a rarement été vu sous l'angle de l'homme, sa vie, sa personnalité, son combat pour l'émancipation de l'Afrique en général, de la Guinée en particulier. Il a plutôt été traité de "vulgaire agitateur politique, relégué au banc de l'infamie, voué aux gémonies ou jeté dans la poubelle de l'histoire"...

Né en 1922 à Faranah, apparenté par sa mère au légendaire Almamy Samory Touré, Ahmed Sékou Touré, a été plus enclin à suivre la voie de l'austérité que celle du faste. Après de modestes études primaires et professionnelles, il devient commis aux écritures, puis postier et, enfin, cadre du Trésor. Dès la fin de la guerre, en 1945, il participe à la création de syndicats liés à la CGT française. Il participe au Congrès de Bamako où est créé, en 1946, le Rassemblement démocratique africain (RDA), dont la section guinéenne, le Parti démocratique de Guinée (PDG), voit le jour l'année suivante. Sékou Touré en devient, en 1952, le secrétaire général. Il est député à l'Assemblée nationale française en 1956, maire de Conakry la même année, vice-président du Conseil de gouvernement en 1957, membre du Conseil de l'Afrique occidentale française (AOF) à Dakar...

Syndicaliste, Sékou Touré était convaincu que la lutte de libération nationale était avant tout une lutte économique et sociale. "Le syndicalisme implique une action contre ce qui est contraire à l'intérêt des travailleurs", dira-t-il. Il maîtrisait bien la législation du travail, et s'est souvent opposé aux autorités coloniales qui le redoutaient; aussi, son "absence du territoire constituait-elle toujours un grand soulagement pour l'administration et les employeurs". Lorsqu'il fut élu



L'ancien Président guinéen Sékou Touré

conseiller territorial de Beyla, en 1954, le "Syli" fit montre de ses capacités à diriger les affaires du pays. Mais pour De Gaulle, "Sékou Touré et son équipe n'étaient pas capables de créer un Etat en Guinée". C'est sans compter avec la détermination du leader guinéen et son poids dans le pays...

"Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage"

Le général (De Gaulle) l'apprend à ses dépens lors d'un voyage qu'il effectue en août 1958 à Conakry où il est, non seulement, reçu avec froideur. Pire, une vieille dame soulève sa jupe sur son passage et crache sur sa voiture. De retour à Paris, De Gaulle déclare: "Puisqu'ils veulent l'indépendance, eh bien qu'ils la prennent, mais ils n'auront plus un sou". La brouille entre les deux hommes est consommée... Le "non" du peuple de Guinée lors du référendum du 28 septembre 1958 a succédé à l'affrontement du 25 août (1958) entre le général et le bouillant leader guinéen. "Il n'y a pas de dignité sans liberté: nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage" est l'une des phrases clés du discours de Sékou Touré, à qui De Gaulle, lassé, répond que "l'indépendance est à la disposition de la Guinée [mais] la

France en tirera les conséquences".

La Guinée devient indépendante le 2 octobre 1958, et Sékou Touré est très vite "mis au coin" par le colonisateur, ainsi que par plusieurs leaders africains, Léopold Sédar Senghor du Sénégal et Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire. Mais avec vigueur, souvent avec rigueur, Sékou Touré imprime son empreinte d'homme d'Etat sur la Guinée qui, faut-il le rappeler, a obtenu son indépendance dans des conditions très particulières, contrairement aux autres pays francophones. Il convient aussi de souligner que c'est la première fois qu'une colonie se sépare totalement et brutalement de la Métropole. Même si cette séparation a essuyé, par la suite, des représailles systématiques. Peut-être se basant sur ces phrases de l'hymne national de son pays qui disent en substance: "Guinéens, c'est l'unité qui nous a libérés, la Guinée appelle tous ses frères de la grande Afrique à se retrouver", Sékou Touré a aussi donné priorité à l'unité africaine. Ceci s'est matérialisé, par son soutien aux mouvements de libération nationale (avec le coup de pouce à la Guinée Bissau, à l'Angola; l'aide à la Swapo et au Frelimo), la lutte contre l'impérialisme et au non-alignement.

Subitement, le 26 mars 1984, Sékou Touré mourut, des suites d'une opération cardiaque, aux Etats-Unis. Une semaine plus tard, le 3 avril 1984, l'armée prit les rênes du pouvoir. Parmi les hommes en uniforme ayant opéré ce jour-là un coup d'Etat en évinçant le Premier ministre, Lansana Béavogui, le successeur constitutionnel du grand "Syli" se trouvait un certain Lansana Conté qui, devenu prédateur avec bientôt ses vingt ans passés au pouvoir, use de la répression pour garder son fauteuil. Bien que rongé depuis par un

diabète chronique, l'homme en meurt en décembre 2008 tout en état au pouvoir. Il sera remplacé par le Capitaine Moussa Dadis Camara venu pour assurer la transition, mais ayant pris goût au pouvoir d'Etat, a eu l'intention de se porter candidat. Non content, le peuple manifeste le 28 septembre 2009 au mythique Stade du 28 septembre à Conakry. Ce fut le carnage. L'armée tire sur les manifestants. De nombreux tués.

Plus tard, le Capitaine Dadis Camara, sera lui-même grièvement blessé à la tête par Aboubacar Sidiki Diakité, son aide de camp. Transféré au Maroc, l'intérim du pouvoir sera confié à l'officier Sékouba Konaté qui organisera des élections gagnées par le candidat Alpha Condé du Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), un ancien opposant à Ahmed Sékou Touré face à Cellou Dalein Diallo.

Sékou Touré, un dictateur? Les circonstances ont joué un rôle non négligeable pour qu'il le devienne... Vingt ans après sa mort, l'homme qui a eu l'audace de dire haut "non" à De Gaulle reste encore un héros pour les uns, un tyran pour les autres. Somme toute, l'histoire africaine retiendra qu'Ahmed Sékou Touré fut un homme courageux, un leader syndical incomparable ayant évolué dans un contexte international marqué par l'adversité d'abord dans la lutte pour l'indépendance, et ensuite pour la gestion de l'indépendance contre laquelle l'ancienne métropole n'a cessé d'œuvrer en s'appuyant, comme elle a toujours su le faire, sur des complices extérieurs et intérieurs. Quant à la Guinée, le pays traverse une crise sociopolitique due essentiellement au manque de consensus entre les acteurs socio-politiques.

Marc Kuessan

ZOZO

TOGO-TOURISME-UEMOA-ATELIER

Un atelier de restitution des travaux de l'étude de détermination des besoins en formation touristique et hôtelière des Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa) a démarré mercredi dernier à Lomé. Cette rencontre de trois jours, a été ouverte par le ministre du Tourisme, Padumhékou Christophe Tchao. Cet atelier vise notamment à conduire une réflexion sur l'importance et le rôle déterminant des ressources humaines dans le secteur du tourisme dans les Etats membres et à examiner les lieux de l'offre de formation aux métiers du tourisme. La rencontre de Lomé permettra également aux participants d'analyser les attentes professionnelles du tourisme et d'évaluer les besoins de formation dans les Etats de l'espace Uémoa.

Selon Ousmane N'diaye, le directeur du programme régional de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'évolution du tourisme en Afrique s'est caractérisée par une progression des arrivées touristiques, passant de 49,2 millions de touristes en 2011 à 52,3 millions en 2012, malgré les différentes crises qui ont frappé le monde au cours de ces quatre dernières années.

"Les prévisions de l'OMT indiquent que le continent recevra en 2020 quelques 85 millions d'arrivées de touristes internationaux et environ 134 millions à l'horizon 2030. La part de l'Afrique dans le tourisme mondial qui est actuellement de 5% passera à 6,3% en 2020 et à 7,4% en 2030. Ces chiffres confirment le dynamisme qui caractérise le tourisme africain et sa marge de progression est encore très grande", a-t-il indiqué.

TOGO-PROVONAT-EMPLOI-DEVELOPPEMENT



Adama Combey, Coordonnateur du PROVONAT

La cinquième vague de 750 nouveaux volontaires, ont prêté serment le 12 mars dernier à Lomé lors d'une grande cérémonie au Palais des congrès. Ces volontaires nationaux sont des jeunes diplômés et primo-demandeurs d'emploi issus de plusieurs secteurs : l'agriculture, la santé, les sciences économiques, juridiques, sociales, de gestion, la communication, le secrétariat, etc.

"Le Programme suscite de plus en plus d'engouement chez les jeunes. Nous recevons entre 35 et 40 dossiers par jour", a déclaré Adama Combey. Selon lui, cet engouement est dû aux résultats produits sur le terrain, ce qui suscite plus d'engouement auprès de la jeunesse togolaise.

"Le chômage des jeunes est une problématique très complexe (...) Aujourd'hui, les jeunes qui viennent vers nous sont conscients qu'il faut une première expérience, afin de pouvoir s'affirmer plus tard. Avec le PROVONAT, il y a de l'espoir pour la jeunesse togolaise", a indiqué M. Combey. "Bien sûr, il y de l'espoir parce que nous traitons une problématique clé qui est l'employabilité. Car si le jeune n'a pas une forte capacité d'employabilité, il lui sera très difficile de s'insérer sur le marché de l'emploi qui devient de nos jours de plus en plus compétitif", a souligné le coordonnateur du PROVONAT.

L'ETAT TOGOLAIS SUBVENTIONNE LE SÉRUM ANTIVENIMEUX(SAV)



Le ministre Charles Kondi Agba de la Santé

Acheté à 60 000 francs par la CAMEG, désormais, le SAV coutera 15 000 francs CFA aux mordu de serpents au lieu de 30 000 francs CFA, son prix depuis 2008.

Selon le ministre de la santé, "c'est une grande première, le ministère des finances a bien voulu inscrire 100 millions pour l'achat du sérum antivenimeux à vendre à très bas prix aux paysans et à tous les mordu. Le SAV coutera désormais 15 000 francs CFA sur toute l'étendue du territoire. Ce sérum qu'on va distribuer à bas prix va protéger contre 98% des serpents tropicaux.

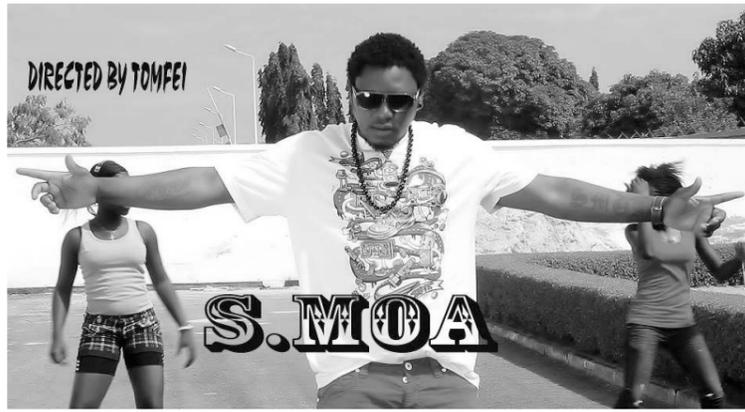
1800 doses du SAV sont mises à la disposition des six dépôts régionaux du pays pour couvrir le besoin national qui tourne autour de 1500 à 1600 doses par an.

Le gouvernement et les responsables de la CAMEG sont à pied d'œuvre pour mettre en place les dispositions relatives à la traçabilité de cette distribution, afin de permettre une gestion "certaine" et "efficace" de cette subvention pour la rendre "pérenne".

S.MOA, le Play boy de la chanson togolaise

QUELQUES TEMPS déjà que S. Moa œuvre discrètement mais de manière appliquée dans le show business. Il est Togolais et vit à Helmond, une commune des Pays-Bas de la province du Brabant-Septentrional non loin d'Heindhoven et Venlo. Passionné des arts, le jeune artiste Bassar a choisi de la même manière que ses illustres devanciers Ambroise Ouyi Tassane, Napo Tchadjikou (Die Amor), Maba Lakougnon, Ali Bawa, Ikpindi Sonhaye Kpanté (Madame Kpanté) de se faire un nom dans la chanson.

Allure de handballeur, Agba Koumaka (alias S. Moa) est plutôt un self-made-man à pied d'œuvre. Propriétaire depuis peu d'Everlast Music, un studio de musique installé à Lomé, il lancera très bientôt, un album fait de quatorze morceaux dont deux featuring avec Olibig, un autre (Souffrances d'amour) réalisé avec Mirlinda Kuakivi, plus celui concocté avec Yaovi Khetet de Afein Clan. Le nouveau bébé discographique sera présenté au public bien avant l'été prochain.



Qui est S. Moa et que chante-t-il ?

La trentaine révolue, S. Moa a très vite été gagné par le virus de la culture à lui inoculé par ses amis d'adolescence au quartier Agouè -Zongo. Il abandonna en si bon chemin les études pour se consacrer à la vente d'œuvres d'arts sur la Rue du commerce (Avenue Sylvanus Olympio) en plein centre de la capitale togolaise. Qui ne l'a pas connu dans les périmètres de l'hôtel du Golfe à Lomé ? Puis, il gagne l'Europe au début des années 2000 en déposant ses baluchons en Hollande. Au pays des Bataves, son chemin croisera celui d'autres musi-

ciens d'horizons divers. Et Agba Koumaka en profite pour aiguïser sa passion musicale et poser ici et là des refrains en français. Puis un comeback à Lomé en 2007 lui permet de réaliser un featuring avec Djoss Flower, un artiste Rasta. Puis un autre, Améodomé (Parmi les autres) avec Fenetik....

Ayant d'abord débuté par le hip-hop, S. Moa optera finalement pour le Rn&B mélangé aux rythmes tirés du terroir togolais. Il chante le quotidien, la vie tout court en choisissant les mots pour corriger les maux de la société humaine en perdition. Son

morceau " Papa " à travers lequel, il interpelle un père de famille ayant délaissé sa famille pour divaguer dans les bars dancings avec des filles de joie, en appelle à tous ceux qui ont des engagements familiaux. La vidéo disponible sur la Toile, exerce déjà un certain charme sur le public. Il en est de même pour Let's go together chanté en duo avec Olibig.

Bien connu dans les milieux du show business en Hollande, son pays de résidence, S. Moa a fait quelques apparitions sur scène à Tsévié et dans certaines discothèques de Lomé en compagnie de DJ Boubey. Le Play boy de la chanson togolaise est annoncé pour un concert musical prévu en avril prochain à Hambourg en Allemagne. Bien après, il sera sur d'autres scènes en Europe. Déjà le morceau Afivi qui sonne telle une mise en garde à l'endroit de toute jeune fille qui doit savoir s'entretenir pour ne pas se voir fanée en un temps éclair, et Souffrances d'amour réalisé en duo avec Mirlinda sont déjà sur toutes les lèvres. S. Moa, le Play boy de la chanson togolaise, un artiste à découvrir et à encourager à tout prix !

©Ekoué Satchivi

Libre opinion: FINI LE FOLKLORE, LES CHOSES SERIEUSES COMMENCENT POUR L'OPPOSITION !

DÈS LES résultats des législatives de 2007 connus, j'ai demandé, insisté, supplié les leaders de l'opposition, de remobiliser les militants, pour les remercier d'avoir voté pour nous, puis, leur donner rendez-vous en 2012, en leur disant de se préparer en conséquence. La grande reproche que les électeurs et les électrices nous ont faite en 2007 (toutes formations politiques confondues), est de ne venir les voir qu'une fois tous les 5 ans, quand il y a des élections!

" C'est ça, on vous reverra seulement dans cinq ans, pour de nouvelles élections ! "

Et c'est ce qui se produit toujours ! Les leaders politiques attendent la période de la campagne électorale, pour se présenter devant les électeurs... Le pouvoir, lui, est omniprésent, (par les Préfets, sous-préfets, maires non élus...) et il est en contact permanent avec les populations, par des campagnes de sensibilisation, des séminaires, des causeries, des installations de microfinances, des inaugurations de centres de santé, d'écoles, de projets d'hydraulique villageoise, des fêtes traditionnelles... C'est cela les avantages du pouvoir ; mais rien n'empêche l'opposition d'organiser aussi des séminaires, des campagnes de sensibilisation sur tel ou tel sujet, par des sections locales des partis, avec la présence effective des chefs de partis ; d'organiser des tournois de football, des pique-niques, des fêtes foraines, des conférences débats sur tel ou tel sujet, animées par des leaders politiques... Qu'est-ce qui empêche un leader politique d'assister, avec son bureau, à la fête traditionnelle d'Agbogbozan, de Ovazou, de Djawuwuzan, de Hogbezan, de Gadao, de Odon-tsu, de D'pontr, de Habye, de Kamaka, de Etezan, de Simtou-Djadjagou, de Evala et Akpéma, de Kurubi, de Adzinukuzan, de Hogbezan, ou de Tingbam-Pab ? Invités par le Pouvoir pour assister à la fête du 27 Avril, jour de l'Indépendance de notre pays, tous les opposants déclinent l'offre, comme si, être assis avec les dignitaires du pouvoir, est un crime ! Demain, quand l'opposition sera au pouvoir, les représentants de l'actuel pouvoir vont-ils, eux aussi, boycotter ces cérémonies ?



Dr David IHOU

La fête de l'Indépendance n'est pas une fête d'un pouvoir, mais de tous les togolais et toutes les togolaises, et il en sera ainsi pour des siècles et des siècles...

Pour gagner des élections, il faut sillonner tout le pays, villes par villes, localités par localités, villages par villages (si possible), et avoir ses représentants dans tous les bureaux de vote, pour superviser les résultats et le déroulement du scrutin. ! Aux législatives de 2007, il y avait 6300 bureaux de votes dans tout le pays. En raison de deux membres de l'opposition au moins pour chaque bureau de vote, cela nous fait déjà 12.600 délégués sur toute l'étendue du territoire national !

Mais n'importe qui ne peut pas être délégué d'un parti politique dans un bureau de vote ! Sinon, il accepte 10.000F ou 20.000 F et ferme les yeux en signant le procès verbal des résultats ! Il est, par ailleurs plus intelligent d'envoyer des délégués originaires du Sud, pour aller superviser le scrutin dans le Septentrion, et vice versa, pour éviter des " copinages " dommageables. Par exemple, si des délégués de la CDPA, du CAR, de l'ANC des bureaux de vote de BARKOISSI sont tous originaires de cette localité, comme ils vivent tous là-bas, ils peuvent être tentés par la corruption ou vont avoir peur de " représailles " de la pat d'autres frères de la région, membres d'autres partis politiques, parce qu'après le scrutin, ils restent toujours dans la localité, avec les mêmes problèmes du milieu ! Idem, si ce sont pour un bureau de vote KOUVE...

Combien cela coûtera aux partis de l'opposition, de déployer 6000 à 8000 délégués des bureaux de vote du Sud au Nord (voyage, nourriture, soins médicaux, perdiems) ? Est-ce que des

jeunes qui marchent tous les samedi (à l'appel du FRAC) ou tous les mois (à l'appel du CST) accepteront-ils d'être délégués de bureaux de vote à BANDALI, MOAK, GALANGACHI, KABANGOU, BAMBORADJI, KOUATIE, KISSABOUI, BEKOUROUBE, GANGAN, BOMBOUA ? PEWA, KADIANBARA, KOUE, KOKOLO, ADJA KPODJI etc. ?

Les électeurs coûtent cher et on n'a pas besoin de sortir de Sciences PO pour comprendre cela. C'est pourquoi, nous n'avons jamais cessé de dénoncer les marches insensées du FRAC ; et si nous totalisons tout ce que le FRAC et le CST ont dépensé, depuis qu'ils ont commencé leurs " amusement " et leurs folklores, cela fait beaucoup, beaucoup d'argent ! Et si cet argent était réservé pour préparer des élections ?

Plus dramatique est la situation des animateurs du FRAC et du CST, inculpés ou interpellés, dans l'affaire des incendies des marchés de KARA et LOME. Il leur faudrait de l'argent, pour les frais d'avocat et les procès ! Et toute cette situation est créée avec la création du CST, par Mr Zeus AJAVON et ses amis avocats. Je lui avais dit, le 9 Juin 2012, lors d'un débat télévisé sur RTDS, que " l'insurrection " n'est pas la manière la plus simple et la plus civilisée pour prendre le pouvoir, pas plus que la prise de pouvoir par la rue. Me Zeus AJAVON a mal lu notre Constitution, avec ses amis, et ils sont allés même jusqu'à déclarer le président Faure GNASSINGBE, " illégitime " !

Pourtant, j'avais bien dit à FABRE, que ses marches du FRAC, n'aboutiront jamais à rien, parce qu'une COUR CONSTITUTIONNELLE ne se dédit jamais, et cela est valable pour toutes les démocraties du monde ! Tous les partis politiques et associa-

tions appellent, aujourd'hui, les populations à participer au recensement électoral. Tant mieux, car c'est maintenant que certains ont compris, qu'un Etat comme le Togo, doit organiser des élections tous les cinq ans, " advenue que pourra " ! " Dialogue franc et sincère ", " CENI paritaire ", et patati et patata... Quel temps perdu par cette opposition, qui s'ensable, se contredit, avance et recule, puis recule encore, tandis qu'en face, on s'active, on affûte les stratégies de reconquête du pouvoir...

Il suffisait d'avoir des verrous juridiques clairs à notre LOI FONDAMENTALE, pour qu'on ne soit pas à courir après des dialogues chimériques. J'avais donné l'exemple de BARAK OBAMA, qui, à la fin de son second et dernier mandat, ne peut pas " prolonger son mandat de 3 ans ", comme MAMADOU TANJA l'a fait au Niger, parce qu'il sera destitué, et les membres de la COUR SUPRÊME qui cautionneraient cette grossière forfaiture, iront en prison pour 60 ans, à moins qu'ils ne soient condamnés à trois fois la prison à vie !

En tous les cas, les choses sérieuses ont commencé, et il faut prendre le train en marche, comme chaque fois que nous avons des élections dans notre pays ! L'opposition n'est jamais prête et ne sera peut être jamais prête...

Peut être le sera-t-elle un jour, si on instaure une union sacrée de l'opposition, quand les " folklores " d'aujourd'hui, auront cédé leur place à de vrais leaders politiques, soucieux du sort et du bien-être de nos populations...

Par Dr David IHOU, Ancien ministre de la Santé et de la Population, Consultant en Géopolitique et Stratégie Sécuritaire

**Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 02 Avril 2013**

SPORT ELIMINATOIRES MONDIAL 2014 : CAMEROUN - TOGO 2 - 1

VALSE DE REGRETS

" **DÉSOLÉ LES Eperviers, vous étiez quand même tenaces à avaler, il vous manquait Adebayor, mais nous les Lions on a gagné, ...** " un inter-naute.

Dans le cadre de la 3^è journée des éliminatoires de la coupe du monde 2014 au Brésil dans la zone Afrique et dans le groupe I, les Eperviers du Togo avaient rendez-vous avec les Lions Indomptables du Cameroun. Pour les éperviers, ce match revêtait un caractère spécial car ce sera le tout premier après les euphories de la CAN 2013. Pour cette mission en territoire hostile le technicien français du Togo, Didier Six a fait confiance presque au groupe qui a évolué à la CAN 2013 à quelques changements près. En effet, dès la publication de la liste des 23 joueurs retenus pour cette confrontation, la surprise est venue du fait que ni Adebayor de Tottenham, ni Agassa de Reims ne faisait pas partie du contingent des Eperviers. Deux cadres qui ont beaucoup joué dans la bonne prestation des Togolais à la CAN Sud-africaine.

Le public était resté sur sa fin et espérait un retour de dernière minute de ces deux cadors du football togolais mais en vain. Et c'est sur cette note de vague à l'âme que les éperviers ont rejoint Yaoundé pour y défier les lions indomptables qui avaient encore dans la gorge leur élimination sur ce même stade par les requins du Cap- Vert les empêchant ainsi de participer à la CAN précédente.

Donc les Eperviers avaient affaire à des lions aigris et avides de sang. Et c'est dans ce contexte que Didier Six et son staff se permettent encore de

faire de l'a peu près dans le choix des joueurs a convoqués. On s'en souvient que ce même problème s'est posé lors des préparatifs pour la CAN 2013 lorsque pour une raison inavouée M. Didier Six avait refusé de faire figurer les noms des joueurs que sont Adebayor et Agassa dans sa liste. Il a fallu dès lors l'intervention personnelle du Chef de l'Etat pour résoudre cette équation inextricable pour le public sportif togolais.

Voici que le tout puissant Didier Six remet ce même problème sur le tapis en bannissant encore ces deux joueurs de sa liste.

A Yaoundé, les Eperviers ont bataillé durs mais non pas pu prendre leur envol devant des Eto'o déterminés à en finir avec le mythe des Eperviers. Et c'est fort logiquement que le sociétaire de Anzi Machcarav envoya par deux fois le goal Tchagouni Baba à aller revoir sa copie de gardien de buts.

Ce match revêt une importance capitale pour les deux formations pour se repositionner dans le groupe en vue de la 1^{ère} place au sein du groupe I. Les Eperviers avaient la possibilité de gagner ce match puisque l'équipe camerounaise dubitative ne s'en remettait qu'aux exploits de son capitaine Eto'o. Avec cette défaite, les Eperviers se retrouvent bons derniers avec 1 point sur 3 rencontres et compliquent ainsi leurs chances pour une éventuelle qualification pour le pays du Roi Pélé en 2014.

DIDIER SIX ET SA BANDE FILENT DU MAUVAIS COTON

Qui a dit qu'on ne change pas une équipe qui gagne ? Ce dicton, Didier semble l'ignorer et se lance dans une



course où il est le seul au départ dans le starting bloc. Quelle est cette affaire où le sélectionneur sous prétexte d'avoir des différents personnels avec des joueurs ne les fait pas évoluer en sélection ?

A bien scruter l'effectif de Didier Six, il serait judicieux de lui poser la question de savoir pourquoi certains joueurs qui n'ont même pas de club, continuent toujours par bénéficier de la largesse de l'entraîneur tandis que d'autres qui font la pluie et le beau temps dans leur club sont tout simplement radiés à vie de la sélection ?

Seul le football arrive encore à unir l'ensemble des Togolais malgré leur divergence politique mais à cette allure le sélectionneur risque de semer le doute dans nos esprits et de nous diviser au lieu de rassembler pour l'amour de la mère patrie autour du ballon rond.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, que les autorités s'in-

vestissent dans cette affaire pour y trouver des solutions idoines à ces problèmes récurrents et saisonniers car ils nuisent dangereusement à la progression de notre football.

Le niveau que nous avons atteint à la CAN ne devrait pas être rabaissé par la faute d'un seul homme fut-il entraîneur.

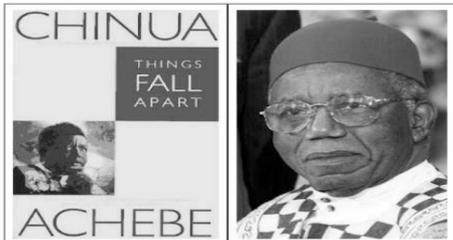
Nous avons des potentialités et il faudra juste bien les gérés pour en faire une force crainte partout au monde. Adebayor, Agassa et autres doivent revenir en sélection quitte à ce que la tête du coach tombe ? Prenons nos dispositions avant le retour contre les Lions Indomptables en juin prochain

La route pour le mondial est longue mais parsemée d'embûches qu'ensemble nous pourrions éviter si nous travaillons de concert sans préjugés et partis pris.

A bon entendeur salut !
Jacques

ECRIVAIN À SUCCÈS : Chinua Achebe s'en est allé

GRAND promoteur de la culture africaine, Chinua Achebe était un des plus grands écrivains célébrés à travers le monde. L'auteur nigérian de Le Monde s'effondre (Things Fall Apart) est décédé le 21 mars 2013 à 82 ans dans un hôpital de Boston (Massachusetts) aux USA. Et c'est son éditeur britannique Penguin qui a annoncé la funeste nouvelle. Où auront lieu les obsèques de l'homme des Lettres ? Les autorités de l'Etat d'Anambra (Sud -Est) du Nigeria, veulent à tout prix qu'il soit inhumé au sein de sa communauté d'origine.



combats prennent fin en début d'année 1970 et le pouvoir fédéral nigérian prend le contrôle de la région rebelle. Empêché de se rendre à l'étranger, il est nommé en 1972, rédacteur en chef du périodique Obike. Après avoir accepté d'être le second personnage d'un des principaux partis du Nord musulman nigérian, Chinua Achebe se rend finalement aux Etats - Unis, où il obtient un poste de professeur.

Très respecté au Nigeria, à la fois pour son œuvre littéraire et ses prises de position, Chinua Achebe a par deux fois repoussé l'idée d'être décoré par les autorités de son pays. Celui qui fut pendant de longues années professeur à la Brown University de Rhode Island aux Etats - Unis, a très souvent critiqué le comportement de la classe politique nigériane et sa corruption, comme dans son pamphlet intitulé en anglais "The trouble with Nigeria" ("Le problème avec le Nigeria"), publié en 1984. Le nom de Chinua Achebe a été avancé pour le Nobel de littérature, mais ce fut Wole Soyinka, un autre fécond écrivain nigérian qui devint en 1986 le premier africain à en être le lauréat.

Un écrivain très respecté

Vendu à 10 millions d'exemplaires dans une cinquantaine de pays, Le monde s'effondre (Things Fall Apart) peint une Afrique devant le choc de la pénétration occidentale. Pour un tirage de 400000 exemplaires dans les années 60, elle atteindra en 1987 trois millions en 1987 et traduite en 45 langues. Et si Chinua Achebe, son auteur n'a pas eu le Prix Nobel de littérature, il en a reçus d'autres,

comme en 2002, le prestigieux Prix de la paix des libraires allemands. Selon le jury, l'écrivain nigérian " était devenu un classique de son vivant, une des voix les plus fortes et les plus subtiles de l'Afrique dans la littérature du XX^e siècle, un moraliste et un grand narrateur. Il passe pour le fondateur de la tradition littéraire de l'Afrique de l'ouest avec une œuvre très imprégnée par la tradition orale de son peuple".

Contrairement à la chaise roulante après un accident de voiture en 1990, Chinua Achebe avait par ailleurs été récompensé en 2007 par le Man Booker International Prize, émanation du Booker Prize, le grand prix littéraire britannique. La sud-africaine Nadine Gordimer, Nobel 1991, l'avait alors qualifié de "père de la littérature africaine moderne".

Jusqu'à son dernier souffle, Chinua Achebe était resté le pourfendeur des dirigeants successifs du Nigeria, le plus peu-

plé pays d'Afrique avec quelque 160 millions d'habitants, producteur de pétrole et dont la plupart vit avec moins de 2 dollars par jour. Ses romans tournaient souvent autour de ces thèmes du conflit entre la tradition et le colonialisme : "Le Malaise" ("No Longer at Ease", 1960), "La flèche de Dieu" ("Arrow of Fog", 1964), "Les termitières de la savane" ("Anthills of the Savannah", 1988)

Où auront lieu ses obsèques ?

Jusqu'alors rien de signalé, les proches de Chinua Achebe, un écrivain engagé dont le parcours a été marqué par des rapports difficiles avec les dirigeants de son pays. Mais ceux-ci insistent afin que le corps soit ramené au Nigeria et inhumé au "sein de sa communauté d'origine". L'illustre écrivain laisse dans la mémoire collective, l'image d'un homme qui s'était servi des mots pour tenter de remédier aux maux de notre société, l'Afrique notamment.

©Ekoué Satchivi

Qui est Albert Chinualumogu Achebe ?

Albert Chinualumogu Achebe né le 16 novembre 1930 à Ogidi, il change son prénom au cours de ses études pour un prénom Igbo classique. Il est né dans l'est du Nigeria. Cinquième de six enfants, ses parents, tous deux des Ibos : Isaiah Okafu et Janet Achebe, sont de fervents chrétiens.

Bon élève, Achebe obtient une bourse et poursuit des études au Government College d'Umuhia (une ville qui figure souvent dans ses livres) de 1944 à 1947, puis à l'université d'Ibadan de 1948 à 1953, année où il obtient son BA (l'équivalent d'une maîtrise dans le système français). Avant d'entrer à la Nigerian Broadcasting Corporation (NBC), Achebe effectue quelques voyages en Afrique et aux États-Unis et travaille quelque temps comme professeur d'anglais. Il suit une formation à la BBC, et commence à travailler à la NBC en 1954. En 1958, il écrit son premier roman, Things Fall Apart (Le monde s'effondre). Il participe à une conférence controversée sur les écrivains africains au sein de l'université Makerere (Ouganda), en 1962. Il avait dénoncé la corruption dans son pays, et Nelson

Mandela disait de lui "qu'en sa compagnie, les murs de la prison tombaient". Chinua Achebe était un écrivain engagé. Avec son roman culte, Le monde s'effondre (1958), il dévoilait une critique du colonialisme blanc.

Il était très respecté au Nigeria pour ses prises de positions contre la corruption et la mauvaise gouvernance de son pays, riche (grâce au pétrole) mais dont la grande majorité des 160 millions d'habitants vit avec moins de deux dollars par jour.

Un parcours de combattant

Il est nommé en 1972 rédacteur en chef du périodique Obike. En 1987, le dirigeant de l'un des principaux partis du Nord musulman lui demande d'être son adjoint. Il accepte afin de montrer à ses compatriotes qu'il est possible, venant de l'Est du pays, d'adhérer à un parti du Nord, dirigé par un mollah.

Après avoir enseigné dans de nombreuses universités anglaises, américaines et nigérianes, il est professeur au Bard College, dans l'Etat de New York.

Son dernier roman complet date de 1987, Les Termitières de la savane.

Jacques

Zozo

FERGUSON AMENDÉ

L'entraîneur de Manchester United, Alex Ferguson, s'est vu infliger vendredi par la Fédération anglaise de football (FA) une amende de 12.000 livres (environ 14.000 euros) pour avoir critiqué un arbitre.

Le technicien écossais qui avait qualifié l'arbitrage de "choquant" lors du match Manchester United-Tottenham (1-1) fin janvier, le reprochait de ne pas avoir sifflé un penalty pour une faute présumée sur l'attaquant Wayne Rooney.

Alex Ferguson qui avait qualifié l'arbitrage de "choquant" lors d'une interview et fait référence à un autre match de Premier League contre Chelsea au cours duquel officiait le même arbitre, Simon Beck. Une énième sortie du légendaire coach des reds devils qui ne ménage pas ses propos à l'encontre des arbitres

Des bonbons estampillés Messi

Des bonbons à l'effigie du footballeur argentin Lionel Messi vont être produits dans sa ville natale de Rosario, 300 km au nord de Buenos Aires, et participeront au financement de sa fondation.

Des bonbons qui viendront encore augmenter la côte du lutin argentin auprès des enfants qu'il séduit déjà par son immense talent sur le terrain de foot

Beckham chute en chine

En tournée en Chine afin de promouvoir le football chinois, David Beckham a voulu montrer ses talents aux joueurs de Zall, un club qui se trouve dans la province de Wuhan. Le milieu anglais du PSG a voulu tirer un coup franc avec son costume et ses chaussures de ville.

Une mauvaise idée, puisqu'il a glissé et s'est retrouvé par terre. Une petite acrobatie qui l'a beaucoup fait rire. L'Anglais, qui a pu effectuer ce déplacement de cinq jours car le PSG ne dispute aucun match cette semaine, a dit mercredi être en visite en Chine "pour éduquer les enfants" et non pour redorer le blason du football chinois empêtré dans des affaires de paris et de corruption chez les dirigeants et arbitres. Il a également démenti les informations rapportées par des médias chinois selon lesquelles il percevrait deux millions d'euros pour cette tournée.

CENTRAFRIQUE: LES REBELLES ONT PRIS BANGUI, BOZIZÉ EN FUITE



François Bozizé en fuite...

Michel Am Nondokro Djotodia, nouveau homme fort de bangui

Les rebelles de l'alliance "Séléka" ont pris le palais présidentiel dans la capitale Bangui de la République centrafricaine ce dimanche matin et le président François Bozizé serait en fuite vers la République Démocratique du Congo, apprend-on de sources concordantes. Des jeunes de Bangui se livraient à des pillages. La Séléka annonce que leurs opérations continuent pour prendre tous les points stratégiques tout en promettant de sécuriser la capitale.

"Le palais présidentiel a été pris dans la matinée. Le président François Bozizé ne s'y trouvait pas, il serait en fuite. Les éléments de la Séléka sont en train de prendre les points stratégiques de la ville, parmi lesquels les camps militaires. Les opérations sont toujours en cours", a déclaré Eric Massi, porte-parole international de cette rébellion. Une déclaration du leader militaire de la Séléka, Michel Am Nondokro Djotodia, est prévue dans les prochaines heures, selon Eric Massi joint à Paris en France par Xinhua.

M. Djotodia, vice-Premier ministre et ministre de la Défense au sein du gouvernement d'union nationale formé le 3 février, a été détenu avec 4 autres ministres issus de la Séléka le 17 mars par les éléments de la Séléka. Depuis, il n'a plus fait apparition publique. Après l'assaut lancé la veille, la rébellion qui est apparue en décembre avec l'objectif de chasser François Bozizé du pouvoir, a pris le contrôle de la capitale de la République centrafricaine (RCA) sans grande résistance dimanche matin, obligeant l'ex-chef d'état-major des Forces armées centrafricaines (FACA) arrivé par les armes lui-même en mars 2003 à s'enfuir.



TOGO EXPRESS

AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER

**Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)**

**Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement**

BP : 5022 Lomé Togo

Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11

Fax : +228 22 26 06 02

Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08

Email : togoexpress07@yahoo.fr

PALM'S

**Intermédiation – Ingénierie Financière - Gestion de projets
Formation (spécialisée en andragogie) – Protocole - Conseils
1775, Avenue de la Chance prolongée – Quartier Klikamé
Tel: (00228) 22 43 62 69 – Site web : www.palmstg.com
Courriel: info@palmstg.com**

Programme d'Analyses, Leadership, Management et Stratégies

SAVOIR



NEWS

**La Première Agence de Presse Privée au Togo
www.savoirnews.net, l'INFO en Continu 24/24H
Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50
E-mail : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net**